



FOURNITURE ET INTEGRATION D'UN APPAREIL A RAYONS X DOUBLE-VUE ET DES SES ACCESSOIRES POUR L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, et R.2123-4 du code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CHARGES

Document valant :

- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières

Date limite de réception des offres : **VENDREDI 29 MAI 2020**

Heure limite de réception des offres : **12 h 00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

Obligation de dématérialisation depuis le 01 octobre 2018,
pour les marchés dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

CANDIDATURE et OFFRE PAR VOIE ELETRONIQUE UNIQUEMENT
Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pouvoir Adjudicateur

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16, place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le Président de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16, place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16, place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 - Décomposition de la consultation	
1.2 - Nomenclature CPV	
ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	4
3.1 - Généralités	
3.2 - Normes et documents de référence	
3.3 - Spécifications techniques	
3.4 - Installation et Cahier des Clauses Générales d'Intervention	
3.5 - Fournitures et prestations	
ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHE	9
ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	9
ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION	9
ARTICLE 7 –VISITE DES LIEUX.....	9
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE	10
9.1- Présentation des prix	
9.2 - Contenu des prix	
ARTICLE 10 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION	11
ARTICLE 11 – ASSURANCES.....	12
ARTICLE 12 – MONNAIE - LANGUE - DROIT APPLICABLE.....	12
ARTICLE 13 – PENALITES	12
13.1 - Pénalités pour retard d'interventions	
13.2 - Pénalités pour le travail dissimulé	
ARTICLE 14 - RESILIATION	12
ARTICLE 15 – FORCE MAJEURE	13
ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	13
ARTICLE 17 – CRITERES D'APPRECIATION.....	13
ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG-FCS	14
ARTICLE 19 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	14
ARTICLE 20 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture et l'intégration d'un appareil à rayons X à double-vue (RX DV) et des accessoires indispensables à son fonctionnement. La prestation inclue également la mise en service de l'appareil (transport sur site, installation et formation initiale des opérateurs), sa maintenance et la dépose de l'ancien appareil (travaux d'infrastructure pour le retrait du matériel actuel et l'implantation du nouveau RX DV).

1.1 – Décomposition de la consultation

Compte tenu de la nature du marché et des prestations demandées, le marché n'est pas alloti. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.2 – Nomenclature CPV

Classification CPV : 38582000-8 Equipement de contrôle aux rayons X

ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, et R.2123-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 – Généralités

Le présent marché comprend les prestations suivantes :

- La fourniture d'un appareil à rayons X à double-vue (RX DV) et des accessoires indispensables à son bon fonctionnement.
- L'intégration du RX DV au niveau technique (conveyeur à créer et/ou à modifier en amont et/ou en aval).
- Paramétrage de l'automatisme du système existant.
- Prise en compte des nouvelles dimensions du RX DV.
- L'appareil RX DV devra posséder un mode de fonctionnement dit « mode convoyage » permettant d'utiliser le tapis convoyeur interne de l'appareil en cas de défauts ou pannes du système de détection de ce dernier. Les bagages doivent pouvoir ainsi être convoyés par l'appareil sans manutention, et des opérations de maintenance réalisées pendant l'exploitation du système de convoyage.
- Les manutentions et le transport jusqu'au lieu de livraison des bagages.
- La fourniture de toute la documentation nécessaire à l'installation, à l'utilisation, au fonctionnement et à la maintenance de l'appareil et de tous ses accessoires en langue française, accompagné de schémas détaillés.
- La fourniture du logiciel TIP ainsi que les mises à jour de la banque d'images.
- La mise en service sur site par le titulaire, incluant :
 - o Le transport du RX DV sur site
 - o Les travaux d'infrastructure permettant le retrait de l'actuel EDS standard 2 et l'implantation du nouveau RX DV.
 - o L'enlèvement de l'EDS Standard 2.
 - o La fourniture du matériel nécessaire aux travaux d'infrastructures et de levage des équipements (EDS, RX DV).

Les travaux d'installation et de mise en service doivent être réalisés sans perturber l'exploitation de l'aéroport ou sur une durée limitée. La durée de l'installation est à indiquer par le candidat dans son offre.

Les formations décrites ci-après seront en français et feront l'objet d'un support pédagogique, indiquant notamment la durée et le contenu des formations :

- La formation à l'utilisation des postes « opérateurs sûreté » destinée aux personnes devant remplir ces fonctions.
- La formation à la maintenance de premier niveau destinée aux personnes devant remplir les fonctions d'opération de maintenance.
- L'assistance technique et téléphonique pendant la garantie (spécifier la durée de la garantie ainsi que les délais d'intervention).
- Eventuellement, une maintenance assistée par ordinateur,
- Etablir un exemplaire de contrat de maintenance en garantie totale de deux ans avec, au moins 2 visites préventives par an, assistance téléphonique avec plages d'ouvertures, interventions correctives illimitées, avec détail des plages horaires et délai d'intervention, pièces et main d'œuvre illimitée.
- La fourniture des certificats de type du RX DV et de son certificat individuel.

3.2 – Normes et documents de référence

Le matériel, les fournitures et logiciels objets du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées et aux normes européennes. Ils doivent répondre aux obligations définies par le Code du Travail.

Chaque appareil doit être muni d'une attestation de conformité aux normes et directives en vigueur (auto-certification CE : article R233-53 du Code du Travail) dont la liste figure ci-dessous :

- Directive Basse tension 73/23/CEE du 19 février 1973 ;
- Directive Machines 98/37/CEE du 22 juin 1998 ;
- Directive CEM 89/336 CEE du 03 mai 1989, modifiée 32/31/CEE et 93/68/CEE.

En cas de modification de ces normes, les normes en vigueur au moment de la vérification prévaudront.

Le système proposé devra être conforme à tous les standards et réglementations européens concernant les machines émettant des rayons X.

Le matériel livré devra comporter la signalétique réglementaire indiquant la conformité à ces normes.

Le système proposé devra être certifié par le STAC à la date de la commande et le bordereau devra faire apparaître le coût d'obtention du certificat individuel de la machine.

3.3 – Spécifications techniques

L'appareil proposé devra répondre aux spécifications ci-dessous :

- **DIMENSIONS DU TUNNEL (l x h) :**
 - 100 x 100 cm +/- 1 cm.
- **HAUTEUR DE CHARGEMENT MAXIMUM :**
 - 95 cm +/- 1 cm.
- **GENERATEURS DE RAYONS X :**
 - La puissance des générateurs de rayons X sera de 160 KV à potentiel constant. La dose maximale délivrée ne devra pas excéder 0,14 mrem par inspection. Le courant ne devra pas excéder 2 mA. Le rayonnement de fuite devra être inférieur à la limite fixée par le décret n° 86-1103 du 02 octobre 1986.
 - La direction des faisceaux des générateurs devra être : diagonal vers le haut et horizontal afin de présenter à l'opérateur des vues différents du bagage et ainsi optimiser l'analyse radioscopique d'un point de vue sûreté.
- **ALIMENTATION :**
 - Les matériels devront fonctionner sur une alimentation électrique 230VAC +/- 10% - 50Hz.
 - Il est demandé que l'appareil RX et la station « opérateur » soit équipé d'un système permettant un arrêt normal dans le cas de coupure de l'alimentation électrique sur le site d'installation.
- **CONVOYEUR :**

- Le convoyeur de la machine devra supporter une charge de 200 kgs, répartie sur la longueur de la bande transporteuse.
 - En fonction des dimensions du RX DV, un ou des convoyeurs seront à créer et/ou à remplacer en entrée et/ou sortie du RX DV afin d'intégrer le système de convoyage existant.
- POSTE OPERATEUR :
- Les appareils proposés devront fonctionner comme suit :
 - Traitement de l'image en 24 bits en temps réel,
 - Visualisation de l'objet scanné sur deux écrans,
 - L'écran et le clavier pourront être déportés, si nécessaire, jusqu'à 10 mètres, selon les besoins de l'aéroport.
 - Fonction de gestion de convoyeur (marche avant, marche arrière, arrêt du convoyeur et bouton d'arrêt d'urgence) accessible sur le clavier,
 - Archivage continu des images ou sur demande.
 - Les appareils disposeront des traitements d'images suivants :
 - Zoom électronique jusqu'à 64 fois – affichage instantané quel que soit le grossissement.
 - Image en noir et blanc, discrimination organique et inorganique, variations des contrastes, amélioration des contours.
 - Fonctions combinées et programmées de traitement d'images.
 - Rotation de l'image radioscopique.
 - Alarme automatique sur matière à forte densité ou sur matière organique.
 - L'ensemble de la signalétique réglementaire sera placé sur la machine. En particulier, des voyants lumineux placés sur l'appareil devront signaler l'émission de rayons X.
 - Des boutons d'arrêt d'urgence visibles et accessibles devront également être prévus sur l'équipement.
 - Des pictogrammes devront indiquer l'interdiction d'introduire les mains dans le tunnel de l'appareil. Toute la signalétique devra en outre être conforme aux normes européennes et aux autres normes applicables en France, au moment de la livraison.
- DOCUMENTATION :
- Les soumissionnaires devront fournir avec leurs offres, les fiches techniques des appareils incluant les indices de fiabilité (MTBF, disponibilité) pour les principaux sous-systèmes.
 - Le fournisseur s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en français, nécessaire à l'utilisation et à la maintenance de premier niveau des systèmes. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix au minimum pendant toute la durée de la garantie.
 - Le coût de la fourniture de ces documentations est inclus dans le prix de l'appareil.
- GARANTIE :
- Une garantie de 2 (deux) ans minimum à compter de la date de livraison sera assurée par le titulaire. Celui-ci devra mettre à disposition une assistance technique et préciser ses délais d'interventions. Des interventions au départ d'une agence régionale seront privilégiées.
- FORMATION :
- Les formations assurées par le titulaire seront les suivantes :
 - Formation à l'utilisation des matériels (poste opérateur) :
 - Cette formation devra permettre à de futurs opérateurs d'utiliser la machine. La base de connaissances sur les rayons X leur sera également enseignée.
 - Cette formation se déroulera obligatoirement sur le site aéroportuaire pour 10 stagiaires maximum ; elle devra faire l'objet d'un support pédagogique indiquant notamment la durée, le contenu, etc.

- Le titulaire remettra un support de cours en langue française à chacun des stagiaires pour chacun des modules.
- Formation à la maintenance des matériels :
 - Cette formation devra permettre aux personnels en charge de la maintenance de premier niveau de diagnostiquer les pannes les plus courantes et d'assister le technicien du titulaire pour des pannes plus complexes.
 - Le titulaire aura à sa charge la formation destinée aux personnes devant remplir les fonction d'opérations de maintenance de niveau 1, 2 et 3 conformément à la norme AFNOR X60-010.
 - Cette formation se déroulera obligatoirement sur le site aéroportuaire pour 05 stagiaires maximum ; elle devra faire l'objet d'un support pédagogique indiquant notamment la durée, le contenu, etc.
 - Le titulaire remettra un support de cours en langue française à chacun des stagiaires pour chacun des modules.

3.4 – Installation et Conditions Générales d'Intervention (CGI)

Le titulaire du marché devra assurer la dépose de l'ancien appareil. De plus, il devra en assurer le transport et l'élimination conformément à la législation en vigueur ou retraiter dans les normes de l'ASN (Certificat à fournir).

Les modèles des machines seront adaptées à la localisation au sein de l'aéroport.

Préalablement à l'installation et la mise en service sur site, le titulaire soumettra à l'entité adjudicatrice ou son représentant, un document rédigé impérativement en langue française précisant :

- Le planning et la nature des interventions envisagées.
- Le nombre et la qualité des personnels chargés de ces interventions.
- Les moyens matériels envisagés.
- Etc...

Ce document sera soumis à l'approbation du gestionnaire du site aéroportuaire.

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires à la préparation, toutes les opérations de manutention, l'installation physique, mécanique et électrique, la mise en service et les essais des appareils sur site.

Le titulaire devra se procurer auprès des services compétents toutes les autorisations d'accès sur le site aéroportuaire nécessaires à la réalisation des travaux. En particulier, il est rappelé que l'obtention d'un badge est obligatoire pour accéder côté piste.

Les programmes des automates du système départ seront remis au Gestionnaire dès l'attribution du marché.

L'ensemble des interventions devra respecter scrupuleusement un cahier des Conditions Générales d'Interventions (CGI) de l'aéroport.

Elles sont accessibles et téléchargeables depuis le site internet de l'aéroport de Limoges à l'onglet « Tout l'aéroport » puis « Appels d'offres en cours et CGI » lien direct :

<https://www.aeroportlimoges.com/tout-laeroport/appels-doffre-en-cours/>

Ce cahier a pour objet de décrire les modalités d'interventions et de définir les mesures de prévention réglementaires. Elles sont donc imposées à tous les fournisseurs « entreprises extérieures » qui doivent effectuer des interventions et des travaux sur l'aéroport de Limoges.

Les conditions concernent : l'Hygiène et Sécurité du travail, la Sécurité Aéroportuaire (SGS), la Sureté Aéroportuaire et l'Environnement.

3.5 – Fournitures et prestations

Le titulaire fournira les matériels et prestations décrits aux différents chapitres du présent Cahier des charges, ainsi que les documents suivants :

- a) Plans de câblage
 - Plans de toutes les connections filaires internes à l'appareil RX.
- b) Manuel de maintenance
 - Description des opérations de maintenance.
 - Quantité et fréquence d'utilisation, durée estimable de fonctionnement des pièces.
 - Outils technique utile.
 - Compétences et niveaux requis pour les divers niveaux de maintenance.

Le titulaire fournira, dans son dossier technique, un projet de plan de maintenance intégrant les gammes :

- De maintenance corrective.
- De maintenance préventive.

Et les modes opératoires associés.

- c) Plans des essais
 - Plan des essais d'intégration sur site.
- d) Plans de formation
 - Plan de formation à l'utilisation du poste « opérateur ».
 - Plan de formation à la maintenance.

Un plan de formation à la maintenance en adéquation avec les niveaux d'intervention 1, 2 et 3 sera fourni.

- e) Certifications CE & STAC
 - Documents d'organismes officiels.
 - Certificat machine.
 - Auto-certification aux normes avec liste des normes.
- f) Documentation appareil
 - Manuel technique.
 - Manuel à l'usage des opérateurs.

Tous les documents, rédigés en français, seront remis en version papier en deux exemplaires et sur support informatiques (CD). Tous les plans seront remis sur support informatique.

- g) Opération de démontage/remontage des infrastructures pour intégration du système double-vues

Le candidat devra joindre à son offre, un devis pour les travaux de démontage et remontage des infrastructures de l'aéroport pour l'intégration du scanner double-vues.

Les travaux d'infrastructures comprennent à minima (se référer au plan des installations joint au présent marché pour le détail des nominations) :

- Démontage et remontage :
 - Porte d'entrée du local (Hauteur 2,04 m x Largeur : 2,41 m)
 - Cloisons en placoplatre adjacentes
 - Suppression de convoyeurs si nécessaire.

h) Conservation du système automatisé de convoyage avec intégration du nouveau scanner

Il est demandé au candidat de remettre dans son offre, une solution technique réutilisant au maximum les fonctionnalités et équipements déjà présents sur l'aéroport afin de conserver les fonctionnalités d'automatisation (à minima sur la ligne de convoyage : suivi bagage, bras de déviation, ...)

i) Fourniture d'un exemplaire du contrat de maintenance

Le candidat devra remettre dans son offre, un exemplaire du contrat de maintenance de garantie totale faisant suite à la période de garantie, comprenant ainsi à minima :

- Le détail des visites de maintenance et leur périodicité,
- Le coût annuel,
- La mise à jour des banques d'image TIP,
- Le détail des prestations comprises,
- Les modalités de demande de dépannage (numéro téléphone, hotline, horaires, délai d'intervention sur site, etc...).

ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la livraison de l'appareil RX DV.

La durée de garantie sera à indiquer par le candidat sur son offre.

Un contrat de maintenance de 5 ans est à prévoir avec au moins deux (2) visites préventives par an.

ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au **VENDREDI 29 MAI 2020 à 12 h 00.**

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION

Le délai de validité de l'offre est fixé à 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les prestations sont à exécuter à l'aéroport international de Limoges-Bellegarde - 81, avenue de l'aéroport – 87100 LIMOGES.

ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX

La visite de site pourra être réalisée par le candidat accompagné si besoin de spécialistes métier en automatisme / électricité et en modification d'infrastructures (montage / démontage) afin d'apprécier les spécificités et les contraintes de l'aéroport afin d'optimiser l'offre.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

La proposition remise par le soumissionnaire devra comprendre toutes les tâches accessoires, de quelque nature qu'elles soient, nécessaires au complet achèvement des prestations.

Les prises de rendez-vous pour la visite se feront auprès de : Monsieur Didier DOLOMIE, dont les coordonnées figurent à l'article 20 du présent cahier des charges.

Une attestation de visite sera remise et pourra le cas échéant être jointe au dossier du candidat.

NOTA IMPORTANT : une demande d'accès en zone réservée est indispensable. Il est obligatoire de prendre contact 48 heures à l'avance (au minimum) pour effectuer une demande de contrôle d'identité par la POLICE à l'aide d'un fichier qui sera joint à la demande.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

A noter que le CCAG/FCS, applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché, n'est pas joint matériellement au cahier des charges.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le cahier des charges.

Ce document est téléchargeable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article 4 du Règlement de Consultation (RC), exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE

9.1 – Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- a) → L'annexe financière de l'acte d'engagement (le bordereau des prix détaillés) que fournira le candidat
- b) → si besoin au formulaire DC4 «acte spécial en cas de sous-traitance»,

9.2 – Contenu des prix

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et tous les frais afférents au déplacement et à l'hébergement.
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations,

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 10 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION

Le paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, interviendra sur présentation d'une facture ou des demandes de paiement équivalentes dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Les factures seront libellées en euros et envoyées à l'adresse suivante :

Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne
Service comptabilité
16, place Jourdan CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX

Les factures afférentes au paiement seront libellées en euros et établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 11– ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 modifiées du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 12– MONNAIE – LANGUE – DROIT APPLICABLE

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro.

Les candidats formuleront leur offre en euros.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Il sera fait application des dispositions des articles 37 et 38 du CCAG/FCS. Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché.

ARTICLE 13 – PENALITES

13.1 – Pénalités pour retard

En cas de retard, des pénalités pourront être appliquées en vertu de l'article 14 du CCAG-FCS.

13.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 – FORCE MAJEURE

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne accorde au prestataire des manquements à ses obligations si les causes de ces manquements sont indépendantes de sa volonté ou résultent de faits extérieurs. Seront notamment considérés comme cas de force majeure empêchant l'intervention du prestataire : les grèves générales, les guerres, les pandémies, les émeutes, explosions, incendies, inondations, tempêtes, catastrophes naturelles... normalement couverts par les polices d'assurance, défaillances du constructeur et les produits dits obsolètes.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD)).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait. En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

Le candidat s'engage à ce que la totalité des documents, rapports et toutes informations liées à l'opération visée soit confidentiels ainsi que toutes les données qui lui auront été communiquées. Ils doivent être immédiatement détruits par le candidat non-retenu après notification, et pour le titulaire du marché dès le terme des garanties.

ARTICLE 17 – CRITERES D'APPRECIATION

Dans le mémoire technique, vous vous attacherez à démontrer que votre offre répond aux critères d'appréciation suivants de façon la plus synthétique possible :

- Qualité du mémoire technique et présentation du projet,
- Planification détaillée des travaux comprenant également les délais d'obtention des équipements (Nota : les travaux d'infrastructures ne pourront être démarrés si l'intégralité des équipements n'est pas reçue),

- Solution proposée pour le démontage/remontage des infrastructures ainsi que l'installation et la reprise du matériel,
- Solution proposée pour la conservation des systèmes automatisés,
- Moyens humains et techniques mis en œuvre,
- Contenu du contrat de maintenance en garantie totale puis ultérieure.

Concernant la maintenance :

- Proximité géographique des services d'intervention,
- Délais d'intervention.

ARTICLE 18 – DEROGATION AU CCAG/FCS

L'article 4 déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

ARTICLE 19 – ATTRIBUTION DE COMPETENCES

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Limoges - 1, cours Vergniaud - 87000 LIMOGES - Tél : 05 55 33 91 55

ARTICLE 20 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront prendre contact avec

<u>Renseignements administratifs :</u>	<u>Renseignements techniques :</u>
<p>Jean-Christophe ROYER Responsables Service achats et logistique 05 55 45 15 18 jc.royer@limoges.cci.fr Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne 16, place Jourdan – CS 60403 87011 LIMOGES Cedex</p>	<p>Didier DOLOMIE Responsable exploitation 05 55 43 30 48 Mobile 06 33 94 59 33 didier.dolomie@limoges.cci.fr Philippe THIBAUT Directeur de l'aéroport philippe.thibaut@limoges.cci.fr 81, Avenue de l'Aéroport 87100 Limoges</p>